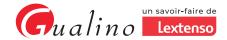


François Duquesne

### Droit du travail 2024

19e

Cours intégral et synthétique



#### François Duquesne

agrégé des facultés de droit, est Professeur à l'Université de Strasbourg.



Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2024, Gualino, Lextenso 1, Parvis de La Défense 92044 Paris La Défense Cedex EAN 9782297258722 ISSN 2680-073X Collection Mémentos

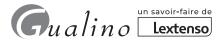


François Duquesne

### Droit du travail 2024

19e

Cours intégral et synthétique



# mémentos APPRENDRE UTILE

- C'est un cours complet et synthétique avec des aides pédagogiques différenciées.
- Il correspond à un enseignement dispensé en Licence et Master.
- Il est entièrement rédigé de manière structurée, claire et accessible.
- Il est à jour de l'actualité la plus récente.

#### Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées et commentées
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Droit en poche
- Petit Lexique
- Hors collection

## Présentation

Cette dix-neuvième édition du Mémentos Droit du travail présente les évolutions de la matière qu'impriment la pratique revivifiée de la négociation collective ainsi que celle du comité social et économique près de sept années après l'entrée en vigueur des ordonnances du 22 septembre 2017 relatives à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise.

Elle renferme les dernières réformes issues des chantiers en cours :

- Loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (« DDAUE ») et décret n° 2023-1004, du 30 oct. 2023 ;
- Loi nº 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 et ses décrets d'application ;
- Loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux ;
- Loi n° 2023-567 du 7 juillet 2023 visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse dite fausse couche ;
- Loi n° 2023-622 du 19 juillet 2023 visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité ;
- Loi nº 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la Justice 2023-2027 ;
- Loi  $n^{\circ}$  2023-1107 du 29 novembre 2023 portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise ;



- Loi nº 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi;
- -Loi nº 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024.

Ainsi composé, ce *Mémentos Droit du travail* s'adresse aux étudiants du second cycle, de droit et d'AES, désireux d'acquérir une connaissance d'ensemble de la discipline ou de renforcer leurs acquis. À cet effet, il aborde la totalité des thèmes de Droit du travail de 3<sup>e</sup> année de licence et de 1<sup>re</sup> année de master. Le lecteur y trouvera la description du texte ainsi que de son contenu que complète la dernière jurisprudence. Il y puisera le moyen de prolonger sa réflexion sur des questions de grande actualité à l'aide de rubriques spécialement dédiées à cet usage (« Pour aller plus loin »).

L'ouvrage s'adresse également aux étudiants préparant des concours ou qui abordent un thème d'étude spécifique de la discipline qu'il leur est indispensable de resituer au sein de celle-ci.

## Plan de cours

<b>P</b> résentation	5
ntroduction	23
1 Définition du Droit du travail	23
2 Domaine du Droit du travail	24
A - L'objet de la subordination juridique	24
B - La preuve de la subordination juridique	25
3 Sources du Droit du travail	26
<ul> <li>A - La loi du travail</li> <li>1) Bloc de constitutionnalité</li> <li>2) Autres sources</li> <li>a) Normes internationales</li> <li>b) Lois internes</li> <li>c) Jurisprudence</li> </ul>	26 26 27 27 27 28
<ul> <li>B - Les sources sécrétées par le milieu professionnel</li> <li>1) Sources conventionnelles</li> <li>2) Autres sources d'origine professionnelle</li> </ul>	29 29 30
4 Hiérarchie des sources en Droit du travail	31
A - Le rapport hiérarchique	31
B - Le principe de faveur	31
5 Cadres de l'application du Droit du travail	32
<ul> <li>A - L'employeur</li> <li>1) Identification de l'employeur</li> <li>2) Employeur unique ou pluralité d'employeurs</li> </ul>	32 32 33
<i>B - L'entreprise sociale</i> 1) Cadres juridiques	34 34
2) Effectifs	36

<ul> <li>C - La modification du cadre de l'embauche</li> <li>1) Champ d'application de la règle</li> <li>2) Conditions d'application de la règle</li> <li>3) Effets de la règle</li> </ul>	37 37 37 38
PARTIE 1  La négociation collective	
Chapitre 1 L'objet de la négociation collective	43
1 Les cadres généraux de la négociation collective	43
2 La négociation du contenu et de la périodicité de la convention de branche	45
A - Les règles impératives	45
B - Le champ de la négociation d'adaptation	45
C - Les règles supplétives	46
3 La négociation du contenu et de la périodicité de la convention d'entreprise	46
A - Les règles impératives	46
B - Le champ de la négociation d'adaptation	48
<ul><li>1) Thèmes de la négociation</li><li>2) Modalités de la négociation</li></ul>	48 48
C - Les règles supplétives	48
1) Thèmes de la négociation	48
2) Modalités de la négociation	49
Chapitre 2 L'accomplissement de la négociation collective	51
1 Les parties à la négociation collective	51
A - La délégation patronale	51
<i>B - La délégation salariée</i> 1) Règles générales	52 52
2) Règles particulières au niveau de l'entreprise	53
2 L'ingénierie de la négociation	54
A - Les accords relatifs à la méthode de négociation	54
B - Les accords types	55 ==
3 L'exigence d'une majorité électorale A - Le niveau interprofessionnel et de la branche	55 55
B - Le niveau de l'entreprise et de l'établissement	56
C - Le niveau du groupe et interentreprises	57
4 La publicité et le suivi de la négociation collective	58

hapitre 3 L'impact de la négociation collective	59
1 Le double effet de la négociation collective	59
2 Le champ d'application de la convention ou de l'accord	61
3 Le cadre hiérarchique de la négociation collective	62
A - Le principe de primauté : les rapports entre conventions et accords de champs différents	62
B - Le principe de prévalence : les rapports entre l'accord d'entreprise et l'accord de branche ou l'accord couvrant un champ plus large	63
1) Champ de la prévalence légale de l'accord de branche (« groupe 13 »)	63
<ul><li>2) Champ de la prévalence conventionnelle de l'accord de branche (« groupe 4 »)</li></ul>	64
3) Champ de la prévalence de l'accord d'entreprise sur les avantages de « même objet »	64
C - Les règles de substitution des conventions ou des accords	65
4 L'amplification de l'impact de la négociation collective	65
A - Les effets d'une adhésion ultérieure à la convention ou à l'accord	65
B - Les effets de l'extension et de l'élargissement de la convention ou de l'accord de branche	66
C - Les effets de l'application volontaire de la convention ou de l'accord	67
5 Les événements affectant l'application de la convention ou de l'accord collectif	67
A - La révision de la convention ou de l'accord	67
B - La dénonciation de la convention ou de l'accord	68
1) Conditions de la dénonciation	68
2) Portée de la dénonciation	69
3) Maintien de la rémunération antérieure	70
C - La mise en cause de la convention ou de l'accord  1) Survie provisoire	70 70
2) Négociation d'un accord de substitution	71
3) Situation de conflit conventionnel	71
D - La caducité	72
PARTIE 2	
Le contrat de travail	
hapitre 4 Le choix d'un type de contrat de travail	75
1 Le recours au contrat de travail à durée indéterminée	75
2 Le recours au contrat de travail à durée déterminée	75
A - Les règles communes	76

1) Mise en œuvre 2) Statut du salarié	76 77
B - Les règles propres aux contrats de travail à durée déterminée	78
C - Les règles propres au contrat de travail temporaire	81
3 Le recours au contrat de travail aidé	82
Chapitre 5 La création du rapport salarial	85
1 Le recrutement du salarié	85
A - L'offre et la demande d'emploi	85
1) Recherche du candidat	85
2) Informations liées à l'embauche	86 86
a) Supports b) Répression du travail dissimulé	87
B - Le candidat à l'embauche	87
1) Âge d'admission au travail	87
2) Emploi des salariés étrangers	88
3) Emplois réservés	89
C - La procédure de recrutement	89
<ul><li>1) Principe de non-discrimination</li><li>2) Principe de transparence et de pertinence des méthodes</li></ul>	89
d'évaluation	92
2 La conclusion du contrat de travail	93
A - Les conditions de forme	93
1) Contrat à durée indéterminée de droit commun	93
2) Contrat à durée déterminée	93
3) Langue et preuve du contrat	94
<ul><li>B - Les conditions de fond</li><li>1) Capacité et consentement</li></ul>	94 94
2) Contenu certain et licite	95
3 L'essai	96
A - Les sources de l'essai	97
B - La durée de l'essai	97
1) Durée initiale de l'essai	97
2) Prolongation de la durée de l'essai	98
C - La rupture de l'essai	98
Chapitre 6 La discipline dans l'entreprise	101
1 Le pouvoir disciplinaire de l'employeur	101
A - Le périmètre d'exercice du pouvoir disciplinaire	101
B - Le fondement réglementaire du pouvoir disciplinaire	102
1) Régime du règlement intérieur	102
a) Normes réglementaires d'entreprise	102
b) Établissement du règlement intérieur	103

2) Contenu du règlement intérieur  a) Contenu obligatoire  b) Contenu facultatif  3) Respect des droits et des libertés  4) Contrôle du règlement intérieure	103 103 104 104 105
4) Contrôle du règlement intérieur  C - Le pouvoir de sanction  1) Contours de la faute disciplinaire  a) Absence de définition légale  b) Faute et écoulement de temps  2) Notion de sanction disciplinaire  3) Procédures disciplinaires  a) Formalités de base  b) Éventualité d'une mise à pied conservatoire  c) Recherche des preuves dans l'entreprise  4) Contrôle judiciaire de la sanction disciplinaire  2 Le devoir d'obéissance du salarié	105 106 106 107 108 108 109 109 110
A - L'obligation d'exécuter le travail	111
<i>B - L'exigence de bonne foi dans l'exécution du contrat de travail C - Les obligations subsistant à l'issue de la relation de travail</i>	112 113
hapitre 7 Les événements affectant l'exécution du contrat de travail	115
1 Les événements liés à l'entreprise	115
<ul> <li>A - La révision des conditions d'emploi</li> <li>1) Notion de révision des conditions d'emploi à l'initiative de l'employeur</li> </ul>	115 116
<ol> <li>Incidences de la révision des conditions d'emploi à l'initiative de l'employeur</li> </ol>	116
<ul> <li>3) Mise en œuvre de la révision des conditions d'emploi à l'initiative de l'employeur</li> </ul>	118
B - L'activité partielle	118
2 Les événements liés à la personne du salarié	119
<ul> <li>A - La maladie et l'inaptitude médicale</li> <li>1) Suspension du contrat de travail</li> <li>2) Contrôle du médecin</li> <li>3) Reprise du travail</li> <li>4) Reclassement</li> <li>5) Rupture éventuelle</li> </ul>	119 119 120 120 121 122
<ul> <li>B - La maternité et l'adoption</li> <li>1) Suspension du contrat de travail</li> <li>2) Protection contre le licenciement</li> <li>3) Retour dans l'entreprise</li> </ul>	123 123 123 124

hapitre 8 Le licenciement	125
1 La variété des motifs de licenciement	125
A - L'exigence de réalité et de sérieux du motif	125
B - Les différents motifs de licenciement	126
1) Motifs inhérents à la personne du salarié	126
2) Motifs non inhérents à la personne du salarié	128
a) Éléments qualifiant	129
b) Éléments justifiant	129
c) Situations particulières d) Contrôle du motif économique par le juge judiciaire	131 131
	132
C - La preuve en droit du licenciement 1) Diversité des régimes	132
2) Rôle de la lettre de licenciement	132
D - La sanction de l'absence de cause réelle et sérieuse	134
1) Indemnisation	134
2) Nullité	135
2 La diversité des procédures de licenciement	136
A - La procédure de licenciement individuel	136
1) Entretien préalable au licenciement	136
a) Règles communes à tous les licenciements	137
b) Règles propres aux licenciements économiques	138
<ul><li>2) Notification du licenciement</li><li>3) Sanctions des formalités du licenciement individuel</li></ul>	139 140
a) Régime général	140
b) Régimes particuliers	141
B - La procédure des licenciements collectifs	142
1) Licenciement de deux à neuf salariés sur une période	
de trente jours	143
a) Contenu des formalités	143
b) Sanctions des formalités	143
<ol> <li>Licenciement de plus de neuf salariés sur une période de trente jours</li> </ol>	144
a) Négociation éventuelle d'un accord	144
b) Consultation des élus du personnel	145
c) Expertises	146
d) Intervention de l'administration du travail	147
e) Validation de l'accord issu de la négociation	1.40
ou homologation du document de l'employeur	148 151
f) Sanctions des procédures	
3 Les spécificités du licenciement économique	152
<ul> <li>A - La détermination de l'ordre des licenciements</li> <li>1) Détermination des critères</li> </ul>	152 152
2) Mise en œuvre des critères	153
B - La préservation de l'emploi	154
1) Mesures de préservation en amont du projet	1.54
de licenciement	154

2) Mesure de préservation en aval du projet de licenciement	155
a) Règles communes aux diverses obligations incombant à l'employeur	155
b) Règles propres au plan de sauvegarde de l'emploi	157
c) Sanction des obligations de l'employeur en matière	
de reclassement	158
C - La priorité de réembauche	159
4 Les suites du licenciement	160
A - Le préavis de licenciement 1) Calcul et exécution du préavis	161 161
2) Dispense du préavis	162
B - Le paiement des indemnités de rupture	162
C - La remise des documents de fin de contrat et le règlement	.02
des conséquences financières de la rupture	164
Chapitre 9 Les modes de rupture	
autres que le licenciement	165
1 La rupture d'un commun accord	165
A - La rupture conventionnelle pour convenances personnelles	165
B - Les accords collectifs portant rupture conventionnelle	
collective	167
1) Congé de mobilité 2) Plan de départ volontaire	167 167
a) Contenu du plan et garanties offertes	168
b) Validation de l'accord par l'administration du travail	168
c) Mise en œuvre des ruptures	169
2 La démission et la prise d'acte	169
A - Les conditions de la démission	169
B - L'emprise du licenciement sur la démission : la prise d'acte	170
C - La sanction de l'abus	171
3 Les modes de rupture issus du droit commun des obligations	172
4 L'encadrement des modes de rupture fondés sur l'âge	174
5 L'encadrement des modes de rupture du contrat de travail	
précaire	175
A - La rupture à l'échéance du terme	175
<i>B - La rupture anticipée</i> 1) Motifs admis	176 176
2) Autres situations d'admission	177
3) Inaptitude médicale	177
C - L'indemnisation	177
1) Régime général	177
2) Cas particulier du travail temporaire	178

## PARTIE 3 La participation

Chapitre 10 Le droit syndical dans l'entreprise	181
1 La liberté syndicale dans l'entreprise	181
A - La libre constitution du syndicat dans l'entreprise	181
B - La libre adhésion au syndicat dans l'entreprise	182
2 La capacité civile du syndicat dans l'entreprise	183
A - L'action en justice du syndicat	184
1) Action collective	184
2) Action dite de substitution	185
B - Le patrimoine du syndicat dans l'entreprise	186
C - Les responsabilités du syndicat dans l'entreprise	186
Chapitre 11 L'exercice du droit syndical dans	
l'entreprise	187
1 La représentativité du syndicat dans l'entreprise	187
A - Les critères de la représentativité	187
<ul><li>1) Critères qualifiants</li><li>2) Critère de l'audience dans l'entreprise ou l'établissement</li></ul>	187 188
3) Critères de l'influence, de l'ancienneté, de la spécialité	100
et de la transparence	189
B - L'appréciation des critères de la représentativité	189
2 Les organes du syndicat dans l'entreprise	190
A - L'identité des organes du syndicat dans l'entreprise	190
B - Les missions des organes du syndicat dans l'entreprise	191
1) Objet 2) Mayons des organes du syndicat dans l'entroprise	191 192
2) Moyens des organes du syndicat dans l'entreprise	192
C - Les cadres d'exercice de la mission syndicale 1) Entreprise divisée	194
2) Entreprises regroupées	195
Chapitre 12 L'organisation de la représentation	407
du personnel	197
1 L'identité du comité social et économique	197
A - L'organisation générale du comité social et économique	197
<ol> <li>Instance légale</li> <li>Instance conventionnelle : Conseil d'entreprise</li> </ol>	197 198
	198
<ul> <li>B - La composition du comité social et économique</li> <li>1) Délégation du personnel et représentation syndicale</li> </ul>	198
a) Représentation de base	199
b) Représentants de proximité conventionnels	199

<ul><li>2) Présence de l'employeur ou de son représentant</li><li>3) Spécificités des instances dérivées</li></ul>	200 200
C - Les réunions du comité social et économique	201
<ol> <li>Réunions au sein des entités de moins de cinquante salariés</li> </ol>	201
2) Réunions au sein des entités de cinquante salariés	201
2 L'environnement du comité social et économique	203
A - Les seuils	204
B - Les périmètres	204
1) Entreprise et UES	204
a) Entité unique	204 205
<i>b) Entité divisée</i> 2) Groupe	203
a) Groupe « interne »	208
b) Groupe « externe »	209
3) Zone et site	209
Chapitre 13 Les missions de la représentation	
du personnel	211
1 Les attributions des élus du CSE dans les entreprises	
d'au moins onze et de moins de cinquante salariés	211
A - La mission de présentation des réclamations	211
B - La mission de promotion de la santé de la sécurité	
et des conditions de travail	212
C - La mission de suppléance et d'assistance	213
2 Les attributions du CSE dans les entreprises	
d'au moins cinquante salariés	214
A - Les attributions en matière économique	214
<ol> <li>Objet des attributions en matière économique         <ul> <li>Consultations récurrentes</li> </ul> </li> </ol>	214 214
b) Consultations ponctuelles	214
2) Portée des attributions en matière économique	217
a) Incidences de la consultation à l'intérieur de son cadre	217
b) Incidences de la consultation à l'extérieur de son cadre	217
c) Répartition des compétences entre les instances	
du comité	218
3) Mise en œuvre des attributions en matière économique	220 220
a) Principes généraux b) Fréquence et contenu de l'information	220
c) Autres sources d'information	222
d) Devoirs des élus du CSE à l'égard de l'information	222
e) Délai d'expression de l'avis	222
B - La mission en matière d'activités sociales et culturelles	22.5
(notions)	224
3 Les supports des attributions du CSE	225
$\Delta$ - Les movens communs	225

1) Crédit d'heures de fonction  a) Volumes des crédits d'heures  b) Usage des crédits d'heures  2) Dissit de déplessment, desit à un legal et desit	225 225 226
<ul><li>2) Droit de déplacement, droit à un local et droit d'affichage</li><li>3) Droit à la formation</li><li>4) Droit à la préservation des entraves</li></ul>	227 228 228
<ul> <li>B - Les moyens réservés au CSE au sein des entités de 50 salariés et plus <ol> <li>Financement</li> <li>Soutiens intellectuels</li> <li>Cas de recours à l'expertise</li> <li>Financement de l'expertise</li> <li>Mise en œuvre de l'expertise</li> <li>Contentieux de l'expertise</li> </ol> </li> </ul>	229 229 230 230 232 232 234
Chapitre 14 La mise en place des institutions du personnel et syndicales	235
<ul> <li>1 Les institutions syndicales</li> <li>A - La constitution de la section syndicale et de sa représentation</li> <li>B - La désignation des membres de la représentation syndicale</li> <li>1) Conditions tenant à l'entreprise</li> <li>2) Conditions propres au salarié</li> <li>3) Formalités de la désignation ou de la révocation <ul> <li>a) Information</li> <li>b) Contentieux</li> </ul> </li> <li>2 Le comité social et économique</li> <li>A - L'initiative des opérations électorales</li> <li>B - Le contenu et la validité de l'accord préélectoral</li> <li>C - Le déroulement des opérations électorales</li> <li>1) Collèges électoraux</li> <li>2) Électorat et éligibilité</li> <li>3) Scrutin</li> <li>4) Spécificités de l'élection ou de la désignation au second degré</li> </ul>	235 237 237 238 239 239 241 241 242 243 244 244 245 246
Chapitre 15 La protection des institutions du personnel et syndicales	251
<ol> <li>Le champ d'application de la protection         <ul> <li>A - Les mesures concernées par la protection</li> <li>B - Les bénéficiaires de la protection</li> </ul> </li> <li>La procédure protectrice         <ul> <li>A - La consultation du CSE</li> <li>B - La demande d'autorisation auprès de l'inspecteur du travail</li> <li>1) Formalités et enquête</li> </ul> </li> </ol>	251 251 252 254 254 255 255

2) Instruction de la demande	255
3) Recours contre les décisions de l'inspecteur du travail	256
3 Le contrôle du motif de licenciement du salarié protégé	257
A - Le motif personnel	257
B - Le motif économique	258
C - Le motif d'intérêt général	259
4 Les sanctions du licenciement irrégulier	259
A - La réintégration	260
B - L'indemnisation	261
PARTIE 4	
Les droits des salariés dans l'entreprise	
hapitre 16 Le salaire	265
1 Le salaire, contrepartie du travail fourni	265
A - Le principe et les exceptions	265
B - Les éléments constitutifs du salaire	266
2 La fixation du montant du salaire	267
A - La négociation salariale	267
B - Le minimum impératif : le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)	270
3 Le paiement du salaire	271
A - Les formes et le contrôle du paiement	271
B - Les obstacles au paiement	272
C - Les garanties du paiement	273
hapitre 17 La durée du travail	275
1 La fixation de la durée du travail	275
A - La durée légale	275
1) Temps de travail effectif et horaire collectif	275
2) Durées maximales de travail	276
B - Le travail de nuit	277
1) Définitions 2) Mise en œuvre	278 278
C - Le travail en soirée	279
D - Les heures supplémentaires	279
1) Régime général	279
2) Conventions de forfait	280
E - Le temps partiel	281
1) Définition	281
2) Conclusion du contrat	282

<ul><li>3) Durée minimale</li><li>4) Interruptions de l'activité</li><li>5) Dépassement de la durée du travail</li><li>6) Statut du salarié</li></ul>	283 283 283 284
2 L'aménagement de la durée du travail	284
A - Les horaires individualisés	284
B - L'aménagement de la durée du travail sur plusieurs semaines	285
3 Les repos	285
A - Les pauses	285
B - Le repos quotidien	286
C - Le repos hebdomadaire minimal de 35 heures consécutives	286
4 Les jours fériés	288
5 Les congés annuels	288
A - La détermination du congé	289
B - L'exécution du congé	289
C - L'indemnisation du congé	290
Chapitre 18 La santé et la sécurité	293
1 L'obligation de sécurité de l'employeur	293
A - Les fondements généraux de l'obligation de sécurité	
de l'employeur	293
B - La mise en œuvre de l'obligation de sécurité de l'employeur	295
C - La participation des travailleurs au rétablissement des conditions de santé et de sécurité	295
2 Le contrôle de l'obligation de sécurité de l'employeur	296
3 Les conditions de la responsabilité de l'employeur et	
de l'entreprise	297
A - La faute personnelle	297
B - L'exonération éventuelle	298
C - La responsabilité de l'entreprise personne morale	298
D - Les sanctions	299
4 L'instance de représentation des salariés en matière de santé et de sécurité	299
A - Les missions générales	299
B - Le fonctionnement	301
1) Commissions santé, sécurité et conditions de travail	301
a) Organisation b) Missions	301 301
2) Soutiens matériels et intellectuels	302
a) Réunions	302
b) Expertises	302
c) Autres moyens	303

hapitre 19 Le droit de grève	305
1 La suspension du contrat de travail du gréviste	305 305
A - La détermination des salariés en grève	
B - Les conditions de la suspension du contrat de travail  1) Cessation totale et collective du travail effectif	306 306
2) Cessation concertée du travail	306
3) Revendications à caractère professionnel	306
4) Incidence de l'absence d'une condition	307
C - L'exercice de la grève	308
1) Secteur privé et secteur public	308
2) Abus du droit de grève	309
3) Riposte de l'employeur	310
<ol> <li>Effets de la grève sur le contrat de travail des salariés non-grévistes</li> </ol>	311
5) Issue de la grève authentique	311
2 La portée de la suspension du contrat de travail	312
A - Le sort du salaire en temps de grève	312
1) Principe du non-paiement	312
2) Exception : maintien du salaire	313
B - Le sort du devoir d'obéissance en temps de grève	313
3 Les responsabilités encourues du fait de la grève	314
A - La responsabilité civile	314
B - La responsabilité pénale	315
C - La responsabilité contractuelle à l'égard des clients	315
Bibliographie	317
ndex	319

#### Liste des principales abréviations

A. Arrêté

ANI Accord National Interprofessionnel

B. Arrêt publié au bulletin des arrêts de la Cour de cassation à partir du 16 juin 2021

BOSS Bulletin officiel de la Sécurité sociale
CDD Contrat de travail à durée déterminée
CDI Contrat de travail à durée indéterminée
CJUE Cour de Justice de l'Union européenne

C. éduc. Code de l'éducation
CGI Code général des impôts
CJA Code de justice administrative
C. mon. fin.Code monétaire et financier
Cph Conseil de prud'hommes
CPP Code de procédure pénale

CEDH Cour européenne des droits de l'homme

CESDHLF Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme

et des libertés fondamentales

CSE/CSEC Comité social et économique/Comité social et économique central

CSEE Comité social et économique d'établissement

CNIL Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés

COJ Code de l'organisation judiciaire
CPF Compte personnel de formation
CPT Code des Postes et Télécommunication

CPC Code de procédure civile

CRPA Code des relations entre le public et l'administration

CSP Contrat de sécurisation professionnelle

C. transp. Code des transports

D. Décret

DDHC Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

DGCCRF Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression

des fraudes

Dir. Directive européenne

DREETS Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

ETT Entreprise de Travail temporaire

GEPP Gestion des emplois et des parcours professionnels
GPEC Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences
OFII Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

OPA Offre publique d'acquisition

P Arrêt publié au bulletin des arrêts de la Cour de cassation jusqu'au 16 juin 2021

PDC Plan de développement des compétences

PSE Plan de Sauvegarde de l'Emploi

QPC Question prioritaire de constitutionnalité

R. Arrêt analysé au rapport annuel de la Cour de cassation à partir du 16 juin 2021

RGPD Règlement général sur la protection des données

RSE Responsabilité sociale et environnementale des entreprises

TA Tribunal administratif T. confl. Tribunal des conflits